

L'ultimatum de Barack Obama ...

31-03-2009

... à GM et Chrysler Le président américain accorde un nouveau délai de quelques semaines aux deux constructeurs pour démontrer leur viabilité. En cas d'échec, le dépôt de bilan est envisagé. On savait Barack Obama inquiet, il a été menaçant. Le président américain a repoussé hier les plans élaborés par GENERAL MOTOR (GM) et Chrysler et exigé que les deux constructeurs aillent plus loin pour démontrer leur viabilité.

Avant de débloquent de nouvelles aides publiques, la Maison-Blanche donne 60 jours à GM pour obtenir des concessions plus fortes de ses créanciers et du syndicat des ouvriers automobiles. Si les réductions de dette et de coûts d'exploitation négociées ici à deux mois vont assez loin, GM recevra l'appui du Trésor américain pour accompagner son retour à la compétitivité.

Trente jours pour négocier Pour Chrysler, la situation est différente. Le groupe de travail de la Maison-Blanche sur l'automobile a conclu que le numéro trois américain était trop petit pour survivre seul. Obama lui donne 30 jours pour négocier un accord avec Fiat. Il agit pour le constructeur de céder plus d'un tiers de son capital en échange de la technologie de l'italien en matière de petits véhicules. En cas d'accord, le Trésor versera 6 milliards de dollars à Chrysler. GM espérait obtenir 16,6 milliards de dollars de nouvelles aides publiques. Chrysler comptait sur 5 milliards. Ils n'auront rien dans l'immédiat, si ce n'est pour GM le minimum pour financer ses opérations courantes. Afin de faire monter la pression sur toutes les parties, le président américain laisse planer la menace d'un dépôt de bilan. «GM et Chrysler peuvent avoir recours au dépôt de bilan pour se restructurer et se débarrasser de leurs dettes», a indiqué Barack Obama. Pour GM, cette option serait commercialement risquée et socialement traumatisante. Elle donnerait à un juge des faillites le pouvoir de casser les contrats de travail de GM et d'imposer d'énormes sacrifices à ses créanciers. Pour Chrysler, ce pourrait être le prélude à une liquidation. Le numéro un américain de l'automobile a clairement entendu le message. «GM va prendre toutes les mesures nécessaires pour restructurer avec succès la compagnie, ce qui pourrait comprendre un processus sous supervision judiciaire», a indiqué hier le groupe dans un communiqué. La position dure de la Maison-Blanche vise plus particulièrement les détenteurs de 27 milliards de dollars de dettes de GM. Voilà des mois qu'ils refusent de convertir leurs titres en actions du constructeur, en reconnaissant au moins une réduction des deux tiers de la valeur faciale de leurs titres. Ils risquent maintenant d'accepter des conditions encore plus défavorables.

Manque de liquidités Pour mieux peser sur GM, Barack Obama a obtenu que le patron du groupe, Rick Wagoner, soit remplacé par son adjoint Fritz Henderson (lire ci-dessous). «Cette démission correspond à la reconnaissance par GM qu'une nouvelle vision est nécessaire», a expliqué Barack Obama. Ce dernier exige aussi une recomposition du conseil d'administration du numéro un américain de l'automobile. Exsangue, à court de liquidités, dans l'impossibilité de lever des fonds auprès de banques ou du marché privé, GM ne doit sa survie qu'au soutien financier de l'État fédéral. Barack Obama dispose donc d'un pouvoir extraordinaire sur le constructeur, au pays de la libre entreprise. «Le gouvernement américain n'a ni intérêt, ni intention de diriger GM, a précisé le président des États-Unis. Ce qui nous intéresse, c'est donner à GM l'occasion de faire enfin les changements si nécessaires qui lui permettront d'émerger de la crise, en tant que société plus solide et plus compétitive.» (source : http://marches.lefigaro.fr/news/societes.html?&ID_NEWS=101512461)